



Fusions, la mort annoncée des rédactions

Pas de procès d'intention, nous dit le directeur de l'information et de France Info, Jean-Philippe Baille, pour défendre la fusion des services sciences, santé et environnement de France Inter, France Info et France Culture. L'intention est pourtant inscrite noir sur blanc dans le projet stratégique présenté cette semaine en CSE Central : « **une nouvelle rédaction thématique transverse, sur la santé, les sciences et l'environnement**, sera ainsi créée pour bénéficier à l'ensemble des chaînes. » C'est assez clair. Il ne manque que les modalités et le calendrier. Mais ce qui pose problème, c'est bien la finalité.

Comme une grande partie des journalistes des rédactions concernées, le Snj-Cgt est opposé à ce projet dans son principe même et l'a exprimé lors du CSE Central. Nous ne voyons pas bien en quoi cette mutualisation rendra Radio France plus forte sur les sujets d'environnement, de sciences et de santé, comme le répète en boucle Jean-Philippe Baille, sans plus d'arguments.

En revanche, nous voyons bien en quoi cette nouvelle fusion, après la création de la direction des sports et de la rédaction internationale, va accroître encore l'uniformisation du traitement de l'information sur nos différentes chaînes.

Cette unification progressive des rédactions aboutit aussi à des usines à gaz organisationnelles en multipliant les niveaux hiérarchiques.

A chaque fusion, il nous a été dit que c'était la dernière. Mais nous voyons bien que chaque étape nous rapproche d'un démantèlement général des rédactions. Pourquoi casser ces collectifs de travail qui font la force de nos antennes ? Ce ne sont pas seulement les journalistes mais aussi les auditeurs qui sont attachés à leurs chaînes, avec leurs voix, leurs différences. Casser ces collectifs de travail c'est affaiblir à terme nos chaînes, en affaiblissant encore un peu plus la diversité de nos radios, toutes nos radios. Défendre cette pluralité c'est aussi défendre l'indépendance de médias de service public indispensables à un débat démocratique serein et que nous savons menacés.

Si, comme le dit Jean-Philippe Baille, ce n'est qu'un projet, que rien n'est écrit, alors il n'est pas trop tard pour reconnaître que ce n'est pas la bonne voie et renoncer.

Paris le 29/02/2024